

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Lisez chaque jour notre série

en page 3 intitulée:

- CONTRE LE GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE !
- POUR SORTIR DE L'IMPASSE DES PARTIS DE GAUCHE !
- QUELLE VOIE PRENDRE POUR NOS LUTTES, VERS LE SOCIALISME ?

Aujourd'hui: «Préparer l'avenir,
se battre contre la misère»

Editorial

Face au plan Barre 3 La voie de la riposte

Nouvelle vague de licenciements annoncée, hausses en cascade ; sans attendre, le plan Barre 3 entre en action. Le gouvernement Giscard-Barre veut étendre sa politique d'austérité et serrer d'un cran supplémentaire la ceinture aux travailleurs.

Les monopoles n'ont-ils pas besoin, pour préserver leurs profits face à une crise persistante, de « restructurer » et rentabiliser en jetant encore plus de travailleurs sur le pavé et en exploitant davantage ceux qui restent ? Et le rôle du gouvernement n'est-il pas de gérer les affaires de ces grands monopoles ?

Il s'apprête pour cela à recourir à la double tactique de tous les gouvernements d'exploiteurs : la carotte et le bâton. Dans l'immédiat, il voudrait essayer de faire passer en douceur la restructuration. Il déploie une concertation tous azimuts vers les directions syndicales. Il s'emploie à anesthésier, amortir, fractionner la riposte de la classe ouvrière et des travailleurs.

Face à cette offensive antiouvrière, quelle est l'attitude juste ?

L'attitude des directions syndicales revient à se prêter à cette concertation, à laisser planer l'illusion que négocier à froid constitue déjà une victoire, à temporiser et différer la riposte ouvrière urgente et indispensable. Simultanément, la direction du PCF parle de cette lutte nécessaire avec des fortes paroles... et multiplie en attendant les interventions « dures » à l'Assemblée nationale à qui cela ne fait ni chaud ni froid.

Par contre, sur le terrain, l'attitude des travailleurs tend souvent, comme chez Bousac, à la RATP, etc. à riposter immédiatement, à s'unir, à construire un rapport de force par la lutte. Ils savent bien qu'un tel rapport de force est nécessaire pour faire aboutir leurs revendications lors de négociations.

Certes, cette riposte est encore inégale, bien morcelée, mais elle indique à l'ensemble de la classe ouvrière la voie à suivre pour imposer un recul au patronat : s'unir contre le gouvernement Giscard-Barre dans l'action pour mener la lutte classe contre classe.

Jean NESTOR

Boussac, RATP et Cie LES TRAVAILLEURS RIPOSTENT PIED A PIED

Vendredi, de nombreux ouvriers vosgiens montent à Paris



Les ouvrières de Boussac envahissent les locaux administratifs et interpellent leur patron.

L'avalanche des hausses des prix se poursuit avec celle des carburants. Le prix du super augmente de 0,26F le litre qui passera ainsi à 2,68 F. Initialement, il avait été annoncé que cette hausse serait de 0,16F. Barre et Giscard ont rajouté dix centimes de plus. Le prix du litre d'essence augmente de 0,25F et coûtera 2,48F. Initialement, la hausse prévue était de 16 centimes.

Le gaz-oil et le fuel domestique ont également augmenté. Le gouvernement prétend que ces hausses serviront à financer les mesures prises pour lutter contre le chômage des jeunes. On sait que ces mesures bénéficient essentiellement aux capitalistes qui — quand ils emploient de jeunes stagiaires — sont exonérés de charges fiscales et ne déboursent rien en rémunération puisque c'est l'État qui paye les « stagiaires »... et les charges sociales.

Parallèlement aux hausses, les licenciements se font de plus en plus nombreux : 1 365 dans les Vosges chez Boussac, 1 000

chez Péchiney, dans le Rhône, sans parler de Terrin, Manufrance, les Tanneries de Bort et de nombreuses petites entreprises que Barre nomme les « canards boiteux ». Actuellement, les licenciements se font au rythme de plusieurs milliers par mois.

Face à cette offensive antiouvrière des capitalistes, les directions syndicales ont choisi non pas la lutte mais la négociation. Négociation et offensive antiouvrière sont les deux mamelles du pouvoir. Négocier et laisser faire sont celles des directions syndicales.

Cependant, sur le tas, à l'usine, les ouvriers sur qui retombe la crise ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, ce qui est en cause, c'est leur beefsteak, c'est leur gagne-pain. Aussi la volonté de lutte grandit. Par exemple, plusieurs centaines d'ouvriers des cinq usines vosgiennes de Boussac se rendront à Paris en autocar, vendredi 12, pour protester contre les 1 365 licenciements prévus.

(Suite page 8)

• Manifestations en Iran

Le courage d'un peuple héroïque

Mercredi, des affrontements violents ont mis aux prises des manifestants aux forces de l'ordre dans les grandes villes du pays. Huit personnes auraient été tuées par la police du Shah à Qom, à Tabriz et à Kazroun. Le nombre des blessés serait très important. Depuis le début de la semaine, des émeutes ont également eu lieu dans de nombreuses autres villes et le nombre des morts assassinés par la police serait de 22 ces derniers jours. Les manifestants, au mépris de leur vie, auraient attaqué un commissariat de police, une banque et une centrale électrique. L'armée iranien-

ne doit désormais s'ajouter à la police. Elle occupe un des plus grands magasins du pays « Le grand Bazar » de Téhéran et elle s'installe dans les universités.

Tous les quarante jours des vagues de révoltes soulèvent le peuple iranien. Tous les quarante jours, car ce sont les périodes de commémoration des morts tués quarante jours plus tôt. Janvier, mars, mai sont les dates de ces soulèvements. Dans quarante jours de nouvelles émeutes éclateront de nouveau.

La lutte du peuple iranien paraît désormais irrésistible.

Déclaration commune du Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine et du Parti communiste marxiste-léniniste de France

Une rencontre a eu lieu récemment entre deux délégations des Comités centraux du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine et du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Cette rencontre a été placée sous le signe de l'esprit d'internationalisme prolétarien et de solidarité fraternelle qui caractérisent les relations entre les deux partis.

Les deux délégations se sont informées mutuellement sur la situation politique qui se développe en France et en Argentine et ont procédé à un large examen de la situation internationale et de la situation du Mouvement communiste international.

L'unité entre les deux partis est sortie renforcée de cette rencontre, unité basée sur les principes fondamentaux du marxisme et du léninisme, enrichis et développés par l'apport créateur du camarade Mao Tsé-toung, le plus grand marxiste-léniniste de notre temps et grand éducateur du prolétariat international.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France a informé le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine sur la bonne situation politique existant en France au moment des élections législatives de mars 1978. Il l'a informé sur l'importante victoire idéologique et politique que représente la tenue, dans la plus complète unité, de son troisième congrès. Celui-ci a adopté fondamentalement les points suivants : la contradiction fondamentale en France est entre la bourgeoisie et le prolétariat ; l'étape actuelle est celle de la révolution socialiste ; le Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle la classe ouvrière et le peuple de France à développer leurs luttes contre le capital monopolisateur et contre les deux superpuissances et à préparer la révolution prolétarienne.

Le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine a informé le Parti communiste marxiste-léniniste de France du développement croissant des luttes ouvrières et de la résistance des autres couches populaires contre la dictature militaire fasciste qui, avec l'appui des deux superpuissances, en particulier de l'impérialisme nord-américain, opprime aujourd'hui le peuple argentin. Il l'a informé aussi de sa décision de travailler à la formation du front uni le plus large possible unissant toutes les forces susceptibles d'être unies contre la dictature militaire, pour préparer les conditions qui rendront possible l'insurrection armée populaire qui abattra la dictature. Il l'a informé aussi des progrès réalisés dans la consolidation du parti et dans le développement de son travail dans les difficiles conditions de la terreur blanche.

Les deux partis ont exposé que leurs luttes s'épaulent mutuellement et qu'ils sont disposés à renforcer encore plus les liens de solidarité qu'ils ont commencé à nouer.

Procédant à l'analyse de la situation internationale, les deux partis ont exprimé leur commun accord avec la théorie des trois mondes formulée par le camarade Mao Tsé-toung, basée sur une correcte analyse de classe au niveau mondial. Ensemble, les deux partis ont réaffirmé que cette théorie trace aujourd'hui la juste stratégie internationale du prolétariat mondial. Elle isole la cible principale de la révolution prolétarienne mondiale, les deux superpuissances, URSS et USA, et particulièrement l'URSS, la plus dangereuse et aujourd'hui le principal foyer de guerre dans le monde. Elle trace aux marxistes-léninistes du monde entier la tâche commune de travailler, dans les conditions concrètes et spécifiques de leurs pays, de travailler à la constitution d'un vaste front uni mondial qui se lève contre les deux superpuissances, réunissant tout ce qui peut être uni pour les isoler et les abattre. Au sein de ce front uni, le tiers monde repré-

sente la force motrice et principale et le prolétariat mondial la force dirigeante.

Les deux partis se réjouissent de l'excellente situation qui prévaut en Chine, sous la direction du glorieux Parti communiste chinois avec le camarade Houa Kouo-feng à sa tête. Tous les deux estiment que la déroute de la bande contre-révolutionnaire des Quatre est une victoire de grande importance pour l'ensemble du prolétariat mondial. Les deux partis ont manifesté toute leur solidarité qui les unit aux communistes et au reste du peuple chinois dans leur grande lutte pour réaliser les grandioses objectifs qui ont été fixés au XI^e congrès du Parti communiste chinois.

En abordant les problèmes du Mouvement communiste international, les deux partis ont affirmé leur volonté commune à son unité et au renforcement des liens existant entre les partis et organisations authentiquement marxistes-léninistes du monde, sur la base des principes idéologiques et politiques fondamentaux du marxisme-léninisme. Ils désapprouvent toute polémique et attaque publique au sein du Mouvement communiste international, comme l'emploi d'insultes et de calomnies.

Les deux partis estiment que des réunions bilatérales, basées sur la solidarité et l'internationalisme prolétarien, dans le respect de l'indépendance et de l'égalité de chaque parti représentent le principal moyen de travail pour renforcer cette unité.

Ensemble, les deux partis estiment nécessaire de continuer de concentrer la critique théorique et politique contre les dirigeants du Kremlin, centre du révisionnisme moderne et le plus féroce et dangereux ennemi du marxisme-léninisme.

La réunion s'est achevée avec l'échange mutuel de saluts fraternels pour les deux Comités centraux et tous les militants des deux partis.

● Zimbabwe (Rhodésie)

«C'est l'indépendance
véritable
que nous voulons»



Robert Mugabe, co-dirigeant du Front patriotique zimbabwien, a rejeté l'appel au cessez-le-feu lancé par le régime raciste de Smith, au Zimbabwe (Rhodésie).

Il a déclaré : « La guerre du Zimbabwe ne s'arrêtera que quand le pouvoir aura passé entre les mains du peuple. »

« L'accord sur le règlement interne mijoté par le régime Smith ne peut résoudre le problème de l'indépendance du Zimbabwe. Aux termes de cet accord, le pouvoir reste dans les mains de la minorité blanche, nous voulons que le pouvoir soit rendu au peuple. »

« Nous ne renoncerons pas au combat avant de conquérir l'indépendance authentique. »

● Danemark

A Christina,
vivre c'est lutter !

Des habitants du quartier de Christiana, à Copenhague au Danemark, font actuellement une tournée en Europe pour parler de la lutte qu'ils mènent pour que vive leur quartier.

Ils sont de passage à Paris, en route pour La Rochelle où aura lieu du 20 au 28 mai une rencontre internationale de ceux qui mènent des luttes pour que vivent leurs communautés.

C'est par deux films et des diapos commentées que ces habitants ont présenté leurs luttes, leur vie à Christiana, 1 000 habitants qui s'organisent dans leur vie de tous les jours : réfection des habitations, écoles, activités culturelles, hygiène du quartier, santé. C'est dans des assemblées générales que sont prises les grandes décisions et ce sont des commissions (une dizaine) qui organisent la vie du quartier.

Mais ce qui reste le lien le plus solide entre tous les habitants, c'est la lutte qu'ils mènent contre le gouvernement et l'État capitaliste danois qui veut les chasser. En 1976, 40 000 personnes ont répondu à leur appel pour empêcher les expulsions ! Ils ont réussi une nouvelle fois à faire reculer de deux ans (1979) la date de leur expulsion et ne sont pas prêts de flancher.

Ils affirment clairement que cette lutte est une lutte de classe. C'est d'ailleurs le sujet de beaucoup de leurs activités culturelles.

Au cours de leurs actions, ils donnent des explications politiques (au mégaphone) sur la minorité des

capitalistes qui festoient, alors que la crise, les fermetures d'usines plongent les travailleurs dans les difficultés : le chômage, les privations. Ils parlent de l'opposition fondamentale entre

les capitalistes et les ouvriers et s'affrontent avec les forces de répression de l'État bourgeois tout en les ridiculisant.

Christiana : la lutte pour le droit de vivre, s'organiser contre la loi d'airain des capitalistes, être maître de sa vie quotidienne dans un pays qu'on veut souvent nous présenter comme un paradis capitaliste !

● Sahara Occidental

«Les forces armées
françaises
participent au
génocide de
notre peuple»

SAHARA OCCIDENTAL : huit « Jaguar » français ont attaqué le 5 mai dernier un campement de nomades saharouis à Oum Dreiga, au Sahara occidental. Le communiqué saharoui, publié à Alger, déclare que cette attaque contre des populations civiles intervient au lendemain des « interventions aériennes françaises au profit des troupes d'occupation encerclées et durement accablées par nos combattants les 3 et 4 mai à Eziz

Bedrag ».

« Il s'agit de la troisième agression criminelle de l'aviation française contre nos populations civiles depuis le mois de décembre et le 27 janvier dernier ».

« Opérant désormais sur notre territoire et contre nos populations civiles, ajoute le communiqué, les forces armées françaises se sont donc associées pleinement à l'agression criminelle et participent activement au génocide de notre peuple. »



La crise du PCF : témoignage

« On a accepté les règles d'un jeu dont seule la droite maîtrise les données »

JEAN-JACQUES CADIOU
Ancien membre du Bureau de l'UEC
de l'UNEF et du PCF de Brest

Nous publions ici une déclaration d'un ancien militant du PCF, qui a quitté ce parti au lendemain du 19 mars. Nous remercions ce camarade et aussi le journal « Le Quotidien du peuple » de nous avoir donné leur accord pour publier ce texte déjà paru dans l'organe central du PCRML sous la rubrique « Tribune libre ».

« Lorsque l'Amoco Cadiz s'est échoué, j'étais au PCF et très pris par la campagne électorale. On y croyait vraiment, pour nous, à la Fédération et à l'UEC, la victoire de l'Union devait nous apporter des conditions d'étude décentes, effacer la crainte du chômage, et surtout, poser les jalons d'une société socialiste.

» Cette marée noire, on en avait tout de suite senti la gravité sans précédent. La réaction fut d'ailleurs très rapide puisque Barre fut bien conspué à Landéda (près de Portsall) le lendemain. Pour moi, la droite venait de commettre son dernier méfait, elle mettait une pièce de plus au procès qu'on allait lui faire le 19 mars et qu'on réglerait nos comptes les jours suivants comme en 36 ou en 68, mais bien sûr définitivement.

LE 19 ON A PERDU

» Seulement voilà, le 19 on a perdu. Le lundi, j'étais à la Fédé et tout le monde y comptait les pourcentages. « On a reculé ici, on a avancé là » et ils essayaient d'analyser le tout. Pour moi on avait perdu, c'est tout. De combien, je m'en foutais. Giscard, Barre et Cie pouvaient continuer leur politique mieux qu'avant puisque sans échéancier électoral proche. Face à cela, les copains se réjouissaient d'avoir 13 députés en plus et surtout que le PS ne nous surpassait pas. J'en étais vraiment écœuré. Comme si avec 13 députés de plus on changerait quelque chose ! Les ouvriers, les chômeurs étaient désespérés de tout. Ils comprenaient, eux, qu'ils s'étaient faits avoir. J'en avais vu pleurer le dimanche soir, et maintenant ils comprenaient que tout recommençait comme avant. Savoir si c'était le PS ou le PC le fautif, là n'était pas la question. On avait accepté les règles du jeu dont seule la droite maîtrisait les données. On avait sans doute eu raison d'y avoir tenté notre chance, c'était un moyen comme un autre. Mais seulement, le lundi on a compris que l'Union de la gauche considérait les élections comme le seul moyen d'arriver au socialisme. Et c'est là que j'ai été écœuré. Les masses, ils s'en foutaient elles ne savent que voter

pour eux je suppose. Ils ont décidé que ce n'était plus que notre seul moyen de lutte, et entre les élections on négocie grâce aux syndicats avec une manif, ou plutôt une procession, de temps en temps, avec 24 heures de grève nationale.

PENDANT CE TEMPS, LA MARÉE NOIRE...

» Pendant ce temps, pour la quatrième fois, la merde du capitalisme tuait notre pays. Le chômage en Bretagne, il est grand. C'est sans doute ce qui nous révolte le plus, nous les jeunes. On en a peur et on veut lutter. Alors il n'y a pas de mots, de cris, pour décrire ce que c'est que cette marée noire. Pour gagner quelques millions, ils nous tuent ! Combien d'étudiants dépendent des emplois saisonniers pour financer leurs études ? Si l'Arsenal de Brest manque de travail, c'est parce que les bateaux sont réparés au minimum et qu'ils sont construits ailleurs avec une main-d'œuvre exploitée à bon marché. Les marins-pêcheurs voient les chalutiers russes et les navires-usines étrangers saccager les fonds quand ce n'est pas leurs chaluts. Les engrais des paysans ici, c'est le gémon et le sable des dunes. Et puis c'est notre pays. Déjà les maisons secondaires des « no man's land » dans les dunes, aujourd'hui ce sont les bulldozers qui les creusent et les défoncent laissant derrière eux une herbe morte sous leurs pneus englués de pétrole. J'ai vu sur un mur de Brest : « La Bretagne vivait de la mer, la mer est morte, la Bretagne meurt ».

» Et face à tout cela, que fait la gauche ? Le lundi, j'ai dit à la Fédé qu'il fallait vite faire une analyse, un tract sur la marée noire et surtout mobiliser tout le monde comme ça se faisait déjà dans les Comités anti-marée noire. Le tract n'est sorti que le lundi matin, huit jours après l'échouage. Par ailleurs, on rassemblait tous les élus et responsables du parti pour faire une commission d'enquête dans les états-majors avec le PS, l'UDB et les syndicats. Sans mobilisation des masses (« Ça ne mènerait à rien, c'est faire comme les gauchistes qui ne font que beaucoup de bruit »). L'unique objectif

étant une étude juridique pour arriver à l'Assemblée avec les propositions de lois. La routine quoi. Combien de propositions de lois y a-t-il eu à ce sujet ? Ce n'est pas quelques députés de gauche en plus qui les feront passer cette fois-ci.

» Et d'ailleurs, le problème juridique n'est qu'une demi solution. C'est une société d'exploitation organisée de telle sorte que l'on y consomme démesurément sans y gagner. « L'Humanité » n'a jamais rapporté le slogan pourtant souvent repris dans les manifestations : « Mazoutés aujourd'hui, radio-actifs demain » ; c'est significatif. Ils refusent le problème.

LE PCF, PARTI DE NOTABLES

» Pour moi, c'est clair, le PCF n'est qu'un parti de notables qui ne considère plus les masses comme agissantes et capables de prendre leurs problèmes en main. Ils nous conduisent surtout vers une société qui ne remet pas en cause ce type de consommation énergéti-

que. Je reste communiste et je ne suis pas le seul. Je l'ai bien vu lorsque les manifestants ont refusé de se plier aux ordres de dislocation avant d'avoir montré leur volonté de se battre autre-

ment qu'avec de belles paroles. Il y avait là beaucoup de militants de base du PCF, de l'UDB et même du PS. Jeunes pour la plupart, mais nous avons vu beaucoup d'ouvriers, de marins, de

paysans avec nous qui se souvenaient qu'on peut ne pas se contenter d'un défilé et de vagues propositions de lois à l'Assemblée ».

NDLR - Les intertitres sont de la rédaction de l'HR.



Photo extraite de « L'Humanité rouge » bimensuel (numéro 30). Un dossier complet sur le « PCF : la crise. Pourquoi ? ». Quelles sont les questions que posent les intellectuels contestataires du PCF, Althusser et Ellenstein ? En quoi la ligne stratégique du 22e congrès du PCF est-elle remise en cause ? La responsabilité de l'échec de la gauche revient-elle « aux autres » ? Le numéro 30 de « L'Humanité rouge » en vente dans certains kiosques ou auprès de nos diffuseurs. 3 F.

Contre le gouvernement Giscard - Barre

Pour sortir de l'impasse des partis de gauche

Quelle voie prendre pour nos luttes, vers le socialisme ?

«PRÉPARER L'AVENIR, SE BATTRE CONTRE LA MISÈRE»

Souvenons-nous : décembre 1977, le plan Barre 2 avec son cortège de licenciements et de chômage, les gaziers et électriciens se lancent dans la lutte. Malgré une campagne hystérique de la presse bourgeoise contre les coupures de courant, ils sont 5 000 dans les rues de Paris le 16 décembre.

Aujourd'hui, en mai 1976, le plan Barre 3 apporte à nouveau un paquet de licenciements et de hausses des prix. Une fois passée la première déception devant la victoire de la droite aux élections, des luttes reprennent : à la RATP, chez Terrin...

Il y a eu des luttes avant les élections (l'EDF n'est qu'un exemple), il y en a après les élections. Ce n'est pas une découverte : la lutte, la grève, c'est comme un fil rouge qui traverse toute l'histoire de la classe ouvrière, depuis toujours.

Mais revenons à l'exemple de l'EDF, en décembre dernier. Que se passa-t-il ? Le 4 janvier, la fédération CGT annonce son opposition résolue à la continuation du mouvement. Pourquoi ?

N'est-ce pas un peu l'application directe de la ligne du PCF, l'Union du Peuple de France ? Pour ne pas mécontenter les « couches moyennes », pour ne pas effrayer ces électeurs possibles mais les gagner, il faut faire des concessions. Les coupures de courant risquent d'en mécontenter certains, à deux mois des élections ? Alors il faut arrêter la lutte, tout en parlant beaucoup de défense du droit de grève.

On a vu le résultat de ce choix politique : l'Union de la gauche n'a pas gagné les électeurs des cou-

ches moyennes dont elle espérait la victoire le 19 mars. C'est son affaire. Mais surtout les travailleurs n'ont pas gagné sur leurs revendications, à l'EDF ou ailleurs. La droite reste. Le plan Barre 3 frappe. Echec sur toute la ligne.

Alors il faut en revenir au point de départ : face au gouvernement, il faut en revenir à la lutte organisée, sur le terrain. Comme le dit ce militant (PCF de Paris 12e arrondissement) : « Il faut préparer l'avenir, se battre contre le chômage et la misère ». C'est là la solution pour obtenir satisfaction sur nos revendications.

C'est là aussi que se fait l'unité de la classe ouvrière, quand toute une classe se met à lutter contre la classe dominante. C'est là aussi que se fait l'unité de combat autour de la classe ouvrière de tous ceux que l'on peut gagner : certains ingénieurs, techniciens, cadres, certains membres des « couches moyennes ».

Bien sûr, lutter n'est pas facile. Bien sûr, la déception des 12 et 19 mars ne pousse guère à la lutte. Mais n'est-il pas évident, aujourd'hui encore que c'est cela qu'il faut faire ? Pour l'augmentation du SMIC, le droit au travail pour tous, contre la hausse des prix et les licenciements, c'est là la solution.

Philippe LECLERC

(Demain : au-delà de la lutte pour les revendications, la lutte pour un vrai changement.)



● Grève à la RATP

Après la manifestation de mardi

Ça n'est pas fini !

Voici une correspondance de machinistes marxistes-léninistes de Fontenay. Nos camarades racontent leur participation à la manifestation de mardi. Ils appellent les usagers des bus à agir et à soutenir le mouvement.

Nous sommes partis de Fontenay retrouver ceux du dépôt de Malakoff, afin de rejoindre tous ensemble en manifestation, nos camarades du dépôt de Montrouge (Porte d'Orléans). Là, d'un commun accord, nous avons tous ensemble décidé de défilier jusqu'au siège (quai des Grands Augustins) en empruntant les couloirs à bus (puisque nous sommes réservés !).

Arrivés place St-Michel, tout a fait par hasard, nous avons retrouvé la manifestation des camarades du dépôt du Hainault, qui arrivaient par le pont. Les flics étaient nombreux.

A noter que quelques provocations ont eu lieu contre le cortège : avenue de l'Observatoire, une femme en R-20 a foncé sur le service d'ordre, un machiniste a dû sauter sur le capot et s'est fait traîner par la voiture. Mais celle-ci fut très vite entourée par les grévistes. La provocation a été ainsi déjouée.

Malgré la volonté d'aboutissement des travailleurs, (2 500 selon la préfecture) la direction n'a cédé sur aucun point et s'est foutu

de nous.

Aujourd'hui, vingt et un dépôts sur vingt trois sont en grève, demain peut-être la totalité des dépôts dont certains avec occupation. Mais le travail de démobilisation des dirigeants syndicaux est à craindre, même si ces derniers sont pour l'instant obligés de se plier à la volonté de lutte de la masse des travailleurs et malgré des engagements comme celui de la CFDT à soutenir toute action décidée par les travailleurs, si dure soit-elle.

Usagers des bus : rates-vous rembourser vos cartes oranges. Ecrivez à la direction, 53 ter Quai des Grands Augustins, pour demander la validation du mois de mai sur le mois de juin, et protester contre vos conditions actuelles de transport et déclarez-vous solidaires des machinistes en grève.

Si vous voulez nous aider à populariser notre lutte, adressez votre soutien à CFDT 151 033 44001 Agence Crédit agricole - 7, rue Paul Vaillant-Couturier - Clamart 92.

Des machinistes marxistes-léninistes du dépôt de Fontenay.

Dans un dépôt

Après la manifestation de mardi et le mouvement très largement suivi ce jour-là, on discute ferme dans les dépôts sur la poursuite de l'action. La combativité de mardi s'est traduite diversément, selon les endroits : c'est d'ailleurs une des caractéristiques de la lutte dans cette vaste entreprise de plus de 8 000 travailleurs dispersés sur vingt-trois centres avec très peu de contacts entre eux.

Quelques dépôts occupés, piquet de grève, grève reconduite, reprise du travail en attendant l'assemblée générale du soir ; pourcentage de grévistes en augmentation ou non ; l'éventail est large, mais partout on veut se battre.

Au dépôt de Clichy où nous passons, la grève a été reconduite à une forte majorité. Un syndicaliste montre avec satisfaction les quatre panneaux syndicaux CGT, CFDT, FO et Autonome, recouverts d'un unique mot d'ordre : « Tous unis dans l'action ! ».

Mais l'unité n'est pas chose aisée. L'intersyndicale, après une période où elle a laissé les dépôts sans proposition unifiée, vient d'en faire une bien démobilisatrice et sans aucune consultation de la base même des syndicats : une heure de grève tous les matins ! Cette proposition n'a pas soulevé l'adhésion massive des machinistes et ces derniers ont, en général, manifesté leur volonté de faire bien plus !

Les sections CGT et CFDT de la SPRA, de la SEM et Cie de Sauveterre organisent :

A SAUVETERRE
Salle des fêtes
VENDREDI 12 MAI à 19 h

UN GRAND MEETING DE SOUTIEN

Les travailleurs de la région de Bagnols-sur-Cèze et Avignon sont appelés à y aller le plus nombreux possible.

● Hôpital de Montargis

De multiples revendications à satisfaire

A l'hôpital de Montargis, le conflit a démarré le 22 mars 1978 par une grève qui a duré 17 jours. Conditions de cette grève : sécurité assurée (soins aux malades, urgences reçues).

Depuis le 14 avril, la grève est reconductible tous les jeudis en assemblée générale du personnel. Y participent soixante à cent personnes sur les cinquante employés. Les plus motivés appartiennent aux basses catégories.

Le conflit est dirigé par la section CFDT. La CGT, très forte il y a quelques années, est très minoritaire actuellement du fait d'erreurs passées.

Les travailleurs exigent :
- Une indemnité de sujétion équivalant à treize heures supplémentaires payées et non-effectuées, obtenue depuis 1968 en région parisienne.

- Quinze jours de franchise pour maladie : avoir le droit (!!) d'être malade quinze jours sans répercussion sur la prime annuelle.

- Que les douze jours de congés pour enfant malade prévus par la loi ne soient pas décomptés du calcul de la prime !

La section demande que toutes ces primes soient intégrées au salaire.

D'autres revendications s'ajoutent à cela. Elles portent sur :

- Le partage d'une prime
- Les effectifs : après enquête de tout le personnel, il ressort qu'il manque actuellement quarante employés de toute catégorie.

Lorsque ce déficit sera comblé, la section envisage la création d'une équipe roulante pour assurer les remplacements du personnel absent (maladie, congés-formation, maternité...).

- Les locaux : création d'une crèche-garderie ouver-

te aux heures de travail du personnel (6 h-22 h 30) ; réfection des locaux vétustes (chambres exigües, murs moisis, peintures écaillées) ; problèmes d'hygiène (il n'y a pas d'aération dans les cuisines. Ni douches, ni WC dans les vestiaires, pourtant neufs, du personnel).

LE CONFLIT SUR LA RÉGION

La région-centre est mobilisée depuis février, Romorantin, par exemple. Le conflit reste limité à la région à laquelle se sont ajoutées récemment la Bretagne et quelques CHU (Marseille, Lyon...)

La Fédération Santé CFDT ne coordonne pas assez les actions et lorsqu'elle a organisé des journées nationales (5 et 11 avril) elle n'a pas tenu compte des observations des sections de province qui étaient à l'origine de la lutte.

LE SOUTIEN

De nombreuses lettres et motions de soutien ont été envoyées aux travailleurs de l'hôpital en lutte. A l'initiative de la section CFDT, un Comité de soutien est en cours d'organisation.

LE SCANDALE DES CLINIQUES OUVERTES DANS UN HOPITAL PUBLIC

Les médecins et les chirurgiens exercent et font des bénéfices privés en utilisant :

- Le matériel mis à leur

disposition (ce matériel représente des sommes considérables).

- Les locaux.
- Le personnel.

Sur chaque intervention, ils ne reversent à l'hôpital public que 10 % de leurs bénéfices. Les 90 % restants vont dans leurs poches !

A la recherche du profit maximum, les chirurgiens vont jusqu'à faire pression sur les malades en leur disant qu'ils seront mieux soignés dans le « régime clinique » de l'hôpital. Ils se concurrencent pour obtenir le maximum de lits « cliniques ». Pour rentabiliser à 100 % les places, des malades attendent d'être opérés sur un lit de camp pour avoir, après l'opération, le lit d'un éventuel sortant !

Correspondant HR avec une travailleuse de l'hôpital.



Cette année, dans toute la France, les travailleurs hospitaliers ont mené un mouvement d'ensemble.

● Papeteries de Bretagne

Les patrons se suivent et se ressemblent...

Le mois d'avril a vu la fermeture des portes de l'usine et l'expulsion des ouvriers qui occupaient l'entreprise. Le ramassage du papier de récupération qui était une manifestation de solidarité de la population rennaise n'a pu se poursuivre. Monsieur Régent, le futur acquéreur, convoque le personnel sans consulter la section CFDT, menace et intimide des travailleurs qui demandaient sous quelles conditions se ferait la reprise. Cela donne une idée du futur patron. Celui-ci refuse de discuter le protocole de reprise préparé par tous les travailleurs, supprime les primes d'ancienneté (200 à 500 F de perte mensuelle, suivant les salaires), maintien des primes de nuit avec 30 F d'écart au détriment de ceux qui tra-

vailent le plus.

Le patron qui n'a pas encore racheté l'usine, fait du chantage à la fermeture, convoque les travailleurs un par un dans son bureau pour créer la division, reprendre les travailleurs un par un avec force promesses sans aucune garantie. Nous soutenons la section syndicale qui mène la lutte depuis la fermeture en octobre 1977. Cette section combative s'efforce de resserrer les rangs des travailleurs selon leur intérêt commun et cherche à établir le contact avec les autres usines de Monsieur Régent.

Maintien des avantages acquis !

Pas un seul licenciement ! Tous ensemble et en même temps !

Correspondant HR

● Dordogne

Chômage, licenciements, exode

Déjà sous-peuplée et sous-industrialisée, la Dordogne sombre dans la crise économique.

En 1977 : 9 500 chômeurs recensés ; 650 offres d'emplois non-satisfaites.

En 1977 : 771 personnes ont été licenciées pour raisons économiques, dont 640 pour fermeture d'entreprises, en particulier dans la chaussure et le bâtiment et travaux publics, c'est-à-dire les deux premières branches industrielles du département.

Toujours en 1977 : 4 700 personnes ont été touchées pour le chômage partiel, soit 24 000 journées chômées.

Et le mouvement, loin de s'arrêter s'accélère. Une quinzaine d'entreprises sont en règlement judiciaire, en difficulté ou préparent de

mauvais coups. Comme précédemment, ce sont des PME dans la chaussure, le bâtiment ou la métallurgie qui mettent la clé sous la porte : un millier de travailleurs sont visés.

Pour les jeunes, et les moins jeunes aussi, c'est le départ obligatoire ; pour ceux qui s'accrochent, ce sont des salaires de misère, à peine le SMIC, des horaires et des conditions de travail particulièrement dures, et toujours la menace de mise à la porte pour ceux qui relèvent la tête.

Voilà le sort que réserve le capitalisme aux travailleurs !

Correspondant HR



364 suppressions d'emploi dans les usines Boussac des Vosges

AUTOPSIE D'UNE CRISE

La direction des établissements Boussac a informé, mercredi matin, les délégués syndicaux qu'elle avait décidé de supprimer 364 emplois dans les quatre usines de la société industrielle de Senones (Vosges), de la Vallée du Rabodeau.

Dans la Vallée du Rabodeau, ou quatre usines de la société industrielle de Senones (SIS) sont installées avec un effectif de 1 257 ouvriers, les 364

Ces mesures s'inscrivent dans un cadre plus général de la résorption de la crise dans le secteur textile et du redéploiement de ce secteur. Notre correspondant de Woippy nous a fait parvenir une analyse sur l'affaire Boussac. Les mesures prises mercredi ne sont que des mesures partielles et temporaires car bien d'au-

Le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 1% en 1975 (727 millions de francs), de 3,5% en 1976 (751 millions de francs) et de 6,5% en 1977 (800 millions de francs).

« RÉDUCTION » ET « MUTATION DU MATÉRIEL UTILISÉ. Ce matériel, modernisé,

suppressions d'emplois seront étalées sur deux ans, dont 132 pré-retraites accordées à partir de 57 ans. Une seule des quatre usines sera totalement fermée : celle de Rond-pré, à Rambervillers (165 personnes). Il s'agit des allègements industriels de la Vallée du Rabodeau que le groupe Boussac a envisagés dans son plan de survie du textile vosgien.

gent l'achat d'équipements entièrement neufs que l'insuffisance de profits ne permet plus. D'industrie de main d'œuvre, le textile est devenu une industrie de capitaux. Il faut compter 927 millions de francs, total actif et passif pour 11 000 travailleurs, soit plus de 84 000 F par ouvrier occupé. Les pertes subies lors des

est aggravée par des facteurs extérieurs, tels que la perte de débouchés dans les pays du tiers-monde (qui, de plus en plus se suffisent à leur besoin en textile) et, par l'augmentation de la concurrence de certains pays, qui ont des prix de revient plus bas.

L'industrie textile exige, des capitaux de plus en plus



Le textile : un travail épuisant nerveusement mais aussi un secteur particulièrement touché par le chômage.

tres licenciements sont à envisager.

Contrairement à ce que l'on veut trop souvent nous faire croire, la cause principale de la crise dans le secteur textile, c'est le capitalisme : la concurrence internationale aggrave les conséquences de cette crise.

Voici un résumé de la situation à Boussac :

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION

Les stocks sont passés de 1976 à 1977, de 500 à 450 millions, ce qui se traduit en francs constants par un déstockage de plus de 100 millions.

est surveillé par du personnel travaillant à deux et trois équipes au lieu d'une. Cette réduction de matériel a été accompagnée d'une concentration d'entreprises.

RÉDUCTION DU PERSONNEL

Les effectifs de Boussac ont déjà été réduits, d'une année sur l'autre, de 3 500 personnes.

AGGRAVATION DE LA SITUATION FINANCIERE

Malgré les augmentations de productivité, les prix de revient ont subi une lente augmentation. De nouveaux gains de productivité exi-

crises précédentes (1952, 1955, 1959, 1962 et 1965) trop rapprochées, n'ont pu être comprimées les années suivantes.

L'autofinancement s'en est trouvé réduit (90 millions sur un total de 977 millions). Le financement extérieur (État, banque) est trop onéreux (266 millions de dettes à long et moyen terme, 571 millions à court terme). Avec le rapport suivant : capitaux propres : 90 millions, dettes à long et moyen terme : 266 millions et dettes à court terme : 571 millions.

Boussac est donc une entreprise en faillite. La direction du groupe propose de transformer ce bilan suivant le rapport (capitaux propres 340 millions, 300 millions de dettes à long et moyen terme, 287 millions de dettes à court terme), ce qui correspondrait à un bilan « d'entreprise parfaitement viable ». Pour y parvenir, le groupe veut vendre à l'État 82 hectares de haras, de biens immobiliers, etc.

Cette situation de crise

importants, le matériel de haute technicité et de haut rendement est servi par un personnel qualifié et plus réduit. Ce matériel doit maintenant être renouvelé tous les 10 ans (et pour certaines machines, encore moins) alors qu'on le renouvelait, il y a peu de temps tous les 20 ans, sinon 30 ans. L'industrie textile se trouve devant la nécessité d'investir.

Quelles que soient les perspectives envisagées, en régime capitaliste, les progrès techniques entraînent des baisses de l'emploi : 1 600 licenciements de travailleurs vosgiens sont prévus dans le groupe Boussac. Sont touchées les entreprises de Vincey (404 salariés), Igney (380), les Grands Saclés à Epinal et Saint-Laurent (180 chacun), qui ferment leurs portes, tandis que les entreprises de Thaon et de Nomexy, seraient en partie vidées de leurs effectifs. Il ne resterait plus en place que deux filatures et deux tissages à Thaon et Nomexy.

L'Humanité Rouge

Allemagne de l'Ouest
Brejnev menace :

« ATTENTION, UNE NOUVELLE GUERRE EST POSSIBLE »



L'HUMANITE ROUGE A « TRIBUNE LIBRE » Sur FR3, mercredi 10 mai à 19h40

« LES MILITANTS MARXISTES-LENINISTES S'ADRESSENT AUX MILITANTS DU PCF »

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
BP 61 75861 Paris Cedex 18
 Paiement par chèque ou mandat
 CCP 30 22672 D La Source

Le No 30 de l'Humanité rouge bimensuel est paru

FESTIVAL DE FILMS
2e rencontre du cinéma militant
Maison de la Culture de Rennes
Du 9 au 13 mai
de 12 h à 20 h en continu

RÉUNION DU COMITÉ COBA LA ROCHELLE
Mardi 16 mai à 18 h
A la Maison municipale des Jeunes

Informations générales

● Levallois-Perret

Qui est derrière les casseurs de l'hôtel Regina ?

Au 12, rue Gabriel Péri, à Levallois-Perret, l'hôtel « Regina » est une vieille bâtisse où logent depuis des années des travailleurs immigrés. Ils sont au nombre de vingt et un, tous Algériens, sauf un qui est Italien et qui loge là depuis dix-sept ans. Il y a une semaine, jeudi matin, un groupe de nervis est venu les déloger et a tout cassé dans les chambres. Aujourd'hui ces travailleurs sont sans logement et ils attendent d'être relogés par la Mairie de Levallois, et cela risque de durer.

L'hôtel appartenait jusqu'à l'année dernière à une société qui l'a revendu, sans doute au début de l'été dernier, à une nouvelle propriétaire habitant Garges-les-Gonesses. La nouvelle propriétaire a décidé de transformer les chambres vétustes, aux peintures défraîchies, n'ayant jamais été entretenues au point de vue construction, en studios qui rapporteraient bien plus que l'actuel hôtel. Les locataires paient 200 à 300 F par mois pour une misérable chambre qu'ils occupent souvent à deux et où il n'y a pas d'eau courante (elle est extérieure).

Depuis juillet dernier, personne ne passe plus pour relever le loyer. De ce fait, les charges n'étaient pas non plus payées et bientôt l'eau et l'électricité furent coupées aux locataires. Ceux-ci décidèrent alors de payer les charges. Quant au loyer, il ne savaient plus à qui le payer, ne connaissant pas la nouvelle propriétaire ni son adresse, celle-

ci ne se faisant pas connaître.

Cependant, les locataires recevaient, le 20 mars, une lettre qui les somrait de déguerpir dans les 24 heures. Les résidents, aussitôt, se renseignèrent auprès de la mairie qui leur notifiait leur droit de rester dans l'hôtel.

LES PREMIERES TENTATIVES

Il y a un mois environ, le jour de la fête de Levallois, à 4 h de l'après-midi, une équipe de démolition d'une entreprise débarqua à l'hôtel et commença à démolir la porte. Sur l'ordre de qui ? Les locataires n'en savent rien. Aussitôt, ils se rendaient à la mairie et obtenaient l'autorisation de faire cesser les travaux. L'entreprise n'avait même pas en sa possession l'autorisation officielle de démolir.

LES CASSEURS À L'ŒUVRE PENDANT DEUX HEURES

Ce que cette entreprise de démolition n'avait pu faire, un groupe de nervis a essayé de l'accomplir jeudi 4 mai. Arrivés dans des voitures immatriculées dans les Côtes-du-Nord, à 7 h 30, alors que les locataires étaient encore au lit pour certains, un groupe de sept individus armés de matraques, accompagnés d'un énorme chien policier, munis de talkies-walkies faisaient irruption dans l'hôtel, faisaient lever les locataires et les sommaient de sortir. Ils parlaient couramment l'arabe. Devant les protestations des locataires qui demandaient de pouvoir au moins prendre quelques affaires, l'un des nervis répliquait : « Dépêchez-vous de sortir, nous, en Algérie, on ne nous a pas non plus laissés de temps, il a fallu partir tout de suite ».

Il s'agissait donc de « pieds noirs ». Ils commencèrent à tout casser, des cloisons, des meubles, des lits, etc... et cela a duré deux bonnes heures. Les résidents allèrent appeler la police, un car arriva sur les lieux au bout d'un moment. Les policiers demandèrent ce qui se passait. Un des casseurs, posté dehors, leur indiqua que ce n'était rien « qu'un carreau cassé ». Les flics repartirent aussitôt et les casseurs continuèrent leur travail. Les locataires durent insister au commissariat. Finalement, le commissaire se rendit sur les lieux et demanda aux casseurs de le suivre. Il était plus de 9 heures.

L'UN DES CASSEURS AVAIT UNE CARTE DE POLICE

La nuit suivante, plusieurs locataires furent obligés de dormir dans des voitures. Cette nuit-là, vers

une heure du matin, trois de ces mêmes individus, toujours dans une voiture immatriculée dans les Côtes-du-Nord, s'arrêtèrent devant l'hôtel, sans doute afin de voir si les chambres étaient occupées. Ils repartirent n'osant sans doute pas rentrer.

Les locataires retrouvèrent ensuite des matraques dans des gravas et une carte de police faite en 1972 à la préfecture de Paris sur une armoire. Matraques et carte de police avaient été cachées par les nervis à l'arrivée du commissaire. Il semble donc qu'au moins un policier ait participé à ce mauvais coup, à moins que cette carte ne soit volée.

Cependant, la carte est bien celle d'un policier, le commissaire a dû l'admettre.

Enfin, comble d'impudence, lundi 8, le casseur qui précisément avait perdu sa carte, (le policier présumé et peut-être réel) est revenu sur les lieux la récupérer. Celle-ci avait été entre temps portée au commissariat par les résidents. Dépité, l'individu avoua aux locataires : « On a voulu tenter un coup, il n'a pas réussi ». Lui est ses comparses semblent toujours en liberté.

Les locataires ont porté plainte. Mais cela ne résout pas le problème du logement. Même si pour le moment, certains locataires continuent à coucher dans l'hôtel, cela ne pourra durer que quelques jours. En attendant, à leur propres frais, ils ont réparé la porte d'entrée et posé une nouvelle serrure.

En fait, ils sont déjà pratiquement à la rue. La mairie doit les reloger mais on sait ce que valent les promesses.

En tout cas, la lumière doit être faite et les locataires doivent être rapidement relogés.

PARIS

MAI 68 - AU STUDIO ST-SÉVERIN

12, rue St-Séverin - Paris 5e
Depuis mercredi, huit films sur Mai 68 sont projetés à Paris au cinéma Saint-Séverin. Nous ne pouvons indiquer les horaires de projection. Pour les avoir, téléphoner au cinéma Saint-Séverin : 033 50 91

LYON

AU CINÉMA FAMILIA

262, rue Duguesclin - Lyon
« Tras os montes », de A Reis et M. Cordeiro du 10 au 16 mai, tous les jours à 18 h, 20 h, 22 h, et samedi et dimanche à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h et 22 h.

SAMEDI 13 MAI

A 18 h SUR A2
- CE JOUR-LÀ, J'EN TÉMOIGNE -
No 5 : L'HIVER 1941

Série de treize émissions racontant l'histoire de la Résistance à travers le témoignage de ceux qui l'ont vécue.

DIMANCHE 14 MAI

A 16 h 35 SUR FR3
- L'ART ET LA RÉVOLUTION -
LE MEXIQUE

Reprise de l'émission diffusée le vendredi 12 mai pour ceux qui n'auraient pu la voir (Voir HR No 883 du mardi 9 mai).

A 21 h 30 SUR FR3
- HISTOIRE DE MAI 1968 -

2e d'une série de quatre émissions faites à partir de documents d'archives et d'interviews de témoins.

LUNDI 15 MAI

A 20 h 30 SUR TF1
- UN HOMME POUR L'ÉTERNITÉ -

Ce film historique de l'Américain, Fred Zinnemann, (1966) raconte l'histoire de l'affrontement entre Thomas More et Henri VIII d'Angleterre au début du XVIe siècle. Proche du peuple dont il était issu, Thomas More défendit souvent sa cause comme avocat, magistrat puis ministre. Il dénonça les injustices de la société de son temps et écrivit « L'Utopie », livre très important de cette époque, qui est en fait une condamnation du système économique reposant sur la propriété privée des terres. Il fut l'ami d'Henri VIII, mais celui-ci n'hésita pas à emprisonner puis à condamner à mort ce contestataire qui osait lui tenir tête. Malgré sa durée (presque deux heures), ce film est captivant du début à la fin.

A 22 h 25 SUR A2
- BANDE A PART -
« LES DEGLING'S »

« Les degling's », ce sont tous ceux qui vivent exclus ou paumés dans la zone et les cités de transit. Mais c'est aussi la librairie qu'Yvonne Huriez a ouverte à Saint-Denis et qu'elle veut « lieu de rencontre pour les exclus, les parias, les habitants de la zone ou des cités de transit ». C'est aussi le siège de « Radio 93 », une radio libre qui a fait parler d'elle. Yvonne Huriez, souvenez-vous, c'était en 1972, on l'avait jetée en prison pour une histoire de traite impayée. Son fils Thierry, âgé de 14 ans, n'avait pu le supporter et s'était suicidé. Plutôt que de sombrer dans le désespoir, elle a décidé de se battre. Elle a d'abord écrit un livre « Pour Thierry » (Édition du Seuil, collection Combats). Puis elle a ouvert cette librairie et soutient « Radio 93 », ce qui lui vaut de nouveaux ennuis avec la DST cette fois. Elle vient de terminer un nouveau livre pour lequel elle cherche un éditeur. C'est un ensemble de témoignages qu'elle a recueillis et qu'elle appelle : « Quand les prolétaires se réveillent ». Une émission à ne pas manquer.

MARDI 16 MAI

A 20 h 35 SUR A2
- LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN -
« LA MILICE »

Film : « Lacombe Lucien ». Débat sur la milice auquel participeront notamment : Charles Tillon, ancien commandant en chef des FTP ; le colonel Romans-Petit, chef des maquis de l'Ain ; Jacques Delperrié de Bayac, auteur d'une « Histoire de la Milice ». Les autres participants ne sont pas encore connus. Organiser un débat sur la milice de Pétain qui, main dans la main avec la Gestapo, tenta d'imposer à notre pays la barbarie nazie est en soi une bonne chose, surtout avec la participation des résistants qui furent les premières victimes de cette horde fasciste, mais aussi qui contribuèrent le plus à l'abattre. Par contre, le choix d'un film comme « Lacombe Lucien » en introduction à ce débat est scandaleux. Ce film, dont nous avons déjà rendu compte dans HR-Hebdo No 218 du 21 février 1974, est une véritable insulte à la Résistance, la mettant sur le même plan que la Milice.

JEUDI 18 MAI A 21 h 25 et VENDREDI 19 MAI à 21 h 55 SUR TF 1
- SPÉCIAL ÉVÉNEMENT -

« La Chine sans Mao ou le poids d'une idéologie ». Nous reviendrons sur cette émission dans notre numéro de lundi, daté de mardi.

Mini-marée noire en Normandie

La pollution, s'étend sur plusieurs kilomètres carrés. La principale nappe, longue d'environ trois kilomètres sur un de large, a touché la côte entre Criquebeuf-sur-Seine (Eure) et Honfleur (Calvados), souillant plusieurs petites plages.

Une reconnaissance aérienne a permis de localiser une seconde nappe d'un kilomètre de long sur 500 mètres de large à l'embouchure de la Seine.

Cette mini-marée noire (comparée à celle provoquée par l'Amoco Cadiz) pourrait être la conséquence indirecte de la collision entre le minéralier « Rose-line » et le pétrolier grec « Eleni V ». Cette collision

est survenue samedi dernier au large des côtes anglaises, non loin du port de Norfolk.

Le navire français présentait une fuite d'hydrocarbure lorsqu'il a rejoint le Havre dimanche. L'hypothèse d'un dégazage clandestin n'est pas non plus à écarter.

En tout cas c'est la rentabilité à tout prix et le mépris pour les pêcheurs et l'environnement qui sont à l'origine de cette mini-marée noire.

Des nappes d'hydrocarbures ont été signalées sur plusieurs plages du littoral normand ainsi que dans l'estuaire de la Seine, mardi en début d'après-midi, par l'équipage d'un navire.

Abonnez-vous à
l'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs

MAI 68

LA CLASSE OUVRIÈRE RENOUVE AVEC SES TRADITIONS DE LUTTE ET LES DÉVELOPPE

Quand on évoque 1936 et les luttes que mena, à l'époque, la classe ouvrière, tout le monde pense aux quarante heures et aux congés payés. Le principe de la durée hebdomadaire du travail limité à quarante heures, même s'il reste dans la plupart des cas une référence plus qu'une réalité, est en effet un acquis de cette période. Quant aux congés payés, c'est de haute lutte que les travailleurs arrachèrent le droit aux

vacances, même si l'exercice de ce droit se trouve considérablement limité par la stagnation et la dégradation du niveau de vie.

Quand on évoque 1968 et qu'on se pose la question : qu'en reste-t-il ? On serait d'abord tenté de répondre : rien.

De mai à juin 68, s'est déroulée la plus grande grève que notre pays ait connue. Une grève commencée le 14 mai et qui ne se terminera vraiment que plus d'un mois après. Près de neuf millions de grévistes pendant sa phase culminante et tout le pays paralysé. La participation massive des étudiants, mais aussi le soutien de petits paysans et d'ouvriers agricoles.

Un tel mouvement de masse dépassait considérablement en largeur et en profondeur celui de 1936. Or, s'il faut parler des acquis revendicatifs d'un tel mouvement, force est de constater qu'il n'en reste rien, ou si peu. Entre la puissance du mouvement et la minceur des résultats, il y a, pour s'en tenir à l'aspect revendicatif, la trahison de Grenelle. C'est là, les 25 et 26 mai, qu'une poignée de chefs syndicaux et particulièrement Séguy vendirent la lutte des travailleurs « pour un plat de lentilles ». Le rattrapage des salaires et du SMIG furent mangés en quelques temps par l'inflation.

Quant à la revendication des quarante heures ou bien celle de la retraite à soixante ans, ils se sont contentés de vagues promesses de la part du patronat et du gouvernement. Et ce, alors qu'il existait un rapport de force sans précédent. Cela ne les a pas empêchés d'organiser des journées d'action les années suivantes sur ces thèmes dans un but de récupération.

Les dirigeants CGT se sont toujours attachés à présenter cet accord de trahison comme un succès. Or, précisément, la seule chose qui reste du « constat de Grenelle », à sa-

voir l'élargissement du droit syndical, fut imposé par la CFDT. Séguy, pour sa part, se désintéressait formellement de cette question lors de la négociation. Par contre, il se montra fort préoccupé d'obtenir des sièges dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées, pour les permanents de sa confédération. Ce constat était tellement « une victoire » que les travailleurs le rejetèrent partout avec colère et poursuivirent la grève.

Ainsi, Mai 68 n'a permis ni un changement politique, ni une victoire revendicative. A ce double échec, une seule explication : la trahison patente des dirigeants du PCF et de la CGT, la révélation au grand jour que les Marchais-Séguy sont contre les travailleurs, du côté de l'ordre bourgeois.

Alors, est-ce qu'aujourd'hui, il ne reste rien de 68 ? Si, il en reste beaucoup. Beaucoup dans les luttes de la classe ouvrière, beaucoup dans la physionomie, dans la pratique de la lutte de classe en France.

La bourgeoisie et son État en ont tiré des leçons nombreuses qu'il conviendrait d'analyser. Aujourd'hui, nous parlerons des changements profonds qui sont intervenus dans la lutte des travailleurs et qui sont des résultats directs de ce printemps révolutionnaire.

BRISER LE CARCAN DE LA LÉGALITÉ BOURGEOISE

En 1968, la classe ouvrière a renoué avec ses propres traditions de lutte et les a développées.



Au Joint-Français, les meilleures traditions de Mai 1968 ont fait école : ici, séquestration du patron, Bonnat.

Ainsi, une des premières grèves qui s'est déclenchée au lendemain des manifestations monstres du 13 mai a donné le ton des nouvelles formes de lutte.

Il s'agit de l'usine Sud-Aviation de Bouguenais, près de Nantes. La grève, partie de la base, s'est traduite immédiatement par l'occupation des locaux, la séquestration de la direction et la mise en place d'un comité de grève.

Ces méthodes de lutte, on allait les retrouver à des degrés divers dans tout le mouvement de grève. Depuis, le recours à l'occupa-

tion des locaux est devenu une pratique courante du mouvement ouvrier en France. En ce moment même, on compte près de 200 entreprises occupées en permanence. Il en va de même de la pratique consistant à envahir les locaux de la direction, etc. Ces pratiques qui ont toujours suscité la réprobation des états-majors syndicaux ont néanmoins prouvé leur efficacité et, à ce titre, elles sont régulièrement utilisées par les travailleurs en lutte, et ce, malgré les menaces de répression et les actions en justice tentées par le patronat pour tenter de les indiquer. En Mai 1968, chez Sud-Aviation, ce sont vingt-neuf cadres de direction qui ont été séquestrés pendant de longs jours.

INVENTER DES FORMES DE LUTTE EFFICACES

D'une manière générale, c'est tout le carcan de la légalité bourgeoise dans lequel se trouvaient enfermées les luttes qui s'est trouvé fortement ébranlé pendant et après Mai. Les grèves sans préavis, les grèves-bouchons où quelques centaines d'ouvriers en viennent à bloquer toute la production d'entreprises aussi importantes que celles de l'automobile ou de la sidérurgie. En Mai, beaucoup de débats ont eu lieu au sein de la classe ouvrière qui ne trouvèrent leur aboutissement que plus tard. Ainsi, l'idée d'une remise en route de la production par les ouvriers, qui fut si magistralement appliquée six ans plus tard par les Lip, et depuis, par beaucoup d'autres.

Ces débats sur l'attitude à adopter vis-à-vis de « l'outil de travail »

ont porté leurs fruits plus tard. Déjà, en Mai, beaucoup d'ouvriers se posaient la question de savoir s'il fallait manifester plus de respect à la production que les patrons n'en accordaient aux ouvriers eux-mêmes. Et par la suite, on a vu des hauts-fourneaux arrêtés, des vapo-craqueurs refroidis, etc.

LA DÉMOCRATIE PROLÉTAIRIENNE

Une autre suite significative de Mai concerne la conduite des luttes et la question de la démocratie. L'exemple du comité de grève de Sud-Aviation ne fut pas isolé. Dans plusieurs endroits, même, les comités de grève assumèrent de très grandes responsabilités au niveau des villes, allant jusqu'à résoudre les questions de ravitaillement.

La pratique des assemblées générales souveraines, de l'élection de délégués pour la conduite de la lutte, garantissant l'unité de tous, syndiqués et non-syndiqués : c'est aussi, en 1968, que la classe ouvrière a massivement renoué avec cette tradition. Et ce, malgré l'opposition farouche des chefs syndicaux qui prétendaient monopoliser la direction des luttes. L'image la plus significative demeure celle de Séguy, désavoué par 10 000 ouvriers de Billancourt, au lendemain de Grenelle.

Cette riche moisson de 1968 ne se limite pas là. Le contenu même des revendications s'est trouvé profondément changé depuis.

(A suivre)



A Lip, les travailleurs ont su faire preuve d'imagination pour continuer leur lutte, envers et contre tout. Ici, fabrication de montres.

**POSE D'UNE BOMBE A TOULOUSE :
DÉMENTI DU COBA.**

Depuis mardi matin, l'enceinte du stade de Toulouse où doit avoir lieu le match de football France-Iran est gardé par une centaine de CRS qui effectuent de nombreuses rondes. Cette surveillance policière étalée de façon si voyante fait suite à la découverte d'une bombe, mardi matin, sous une travée. Déjà, il y a une semaine, la pelouse avait été maculée d'un puissant dés herbant, tandis que des inscriptions étaient tracées contre le fascisme en Iran mais qui déclaraient aussi : *Rasons les stades*, initiative propre, évidemment, à mécontenter les nombreux amateurs de football. Mercredi, le bureau de l'agence France-Presse de Toulouse a reçu un démenti téléphonique, se réclamant du COBA (Comité de boycott contre l'organisation du Mondial en Argentine). Le but du COBA, lui a-t-il été déclaré, est de demander le boycott de la part de l'équipe de France de la Coupe du monde, mais surtout d'informer les populations sur les conditions de répression en Argentine. Il n'est donc nullement question, de la part du COBA, de frustrer la population d'un match de football.

**IL TUE UN CLIENT :
UN MOIS DE PRISON AVEC SURSIS**

Le 5 décembre 1976, un restaurateur de Rouen avait tué d'un coup de feu un de ses clients qui, à ses dires, menaçait de « tout casser » dans son établissement avec un cric automobile. Il a prétendu, par la suite, qu'il pensait que la poignée de cartouches qu'il avait ramassée pour armer son fusil, était démunie de plombs et n'a été condamné qu'à un mois de prison avec sursis et une amende.

La cour d'appel de Rouen a confirmé la condamnation considérant que la mort du jeune client était due à une « initiative malheureuse ». La justice s'engage dans une pente glissante quand on sait que des associations prétendent justifier au nom de la « légitime défense » la possibilité de tuer de sang-froid un homme et réclament même l'impunité.

**L'AMOCO CADIZ LAISSE A NOUVEAU
ÉCHAPPER DU PÉTROLE**

Deux mois après la gigantesque marée noire qui a englué les côtes de Bretagne, l'épave de l'Amoco Cadiz laisse à nouveau échapper du pétrole. Les pêcheurs avaient, sur les conseils de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes, réarmé leurs bateaux et réembarquer leurs casiers pour les poser à cinq mille au large.

Mais, avant même de les avoir rapplongés, ils ont rapporté leurs rôles aux Affaires maritimes. En effet, à hauteur de l'épave du pétrolier, ils ont vu le mazout s'échapper de la partie arrière et sont formels « il s'agit de mazout non-traité ». D'ailleurs, des dépôts de mazout viennent à nouveau s'échouer sur les grèves de Prémaman. Ceci montre assez ce qu'il faut penser des déclarations de bonnes intentions que le gouvernement a multiplié ces temps-ci, allant jusqu'à réclamer une meilleure réglementation à l'ONU du trafic pétrolier. Chercher à se dédouaner oui, limiter les dégâts pour les pêcheurs, non.

Les sections de la CGT et CFDT de la SPRA, de la SGM et Cie de Sauveterre organisent :
A Sauveterre, Salle des Fêtes,
Vendredi 12 mai à 19 h
un grand meeting de soutien
Les travailleurs de la région de Bagnols-sur-Cèze et Avignon sont appelés à y aller le plus nombreux possible.

**ETES-VOUS ABONNÉS
AUX PÉRIODIQUES CHINOIS ?**

Nous amis chinois font beaucoup d'efforts pour assurer une diffusion plus large de leur presse. Ils ont lancé récemment une édition de « La Chine en construction » en allemand et des éditions de « Pékin information » en arabe et en portugais.

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à E-100
24, rue Philippe de Girard 75010-Paris
Nom Prénom
Adresse

* Je souscris un abonnement d'un an à :
Pékin Information, hebdomadaire. 30 F
La Chine en construction, mensuel 19 F
La Chine, mensuel 24 F
Littérature chinoise, mensuel. 24 F
* Ci-joint un chèque bancaire, un chèque postal, un mandat de F

A la télévision sur FR3

**Mercredi soir, les marxistes-
léninistes se sont adressés
aux militants du PCF**

Mercredi soir, sur FR3, au cours de l'émission « Tribune libre », les marxistes-léninistes s'adressaient aux militants et sympathisants du PCF. Bien entendu, en un quart d'heure, il n'était pas possible d'aborder tous les points sur lesquels s'interrogent aujourd'hui les adhérents de ce parti mais quelques-uns d'entre eux seulement ont été abordés.

Présentant l'émission, Claude Liria, journaliste à l'« Humanité rouge », devait souligner que, passé le moment de déception due à la défaite de l'Union de la gauche, de nombreux militants s'étaient ensuite tournés vers les dirigeants de leur parti pour leur demander des comptes et leur poser des questions. C'est à ce débat que les communistes marxistes-léninistes de France entendaient participer.

Claude Liria s'adressait alors à Georges Hillaire, un ouvrier de Creil et Alain Castan de la direction politique de l'« Humanité rouge ».

Tout en répondant à ses questions, ils expliquèrent ce que les communistes marxistes-léninistes pensent de l'Union de la gauche,



notre conception de l'unité des travailleurs opposée à l'unité de sommet sans principe pratiquée par les dirigeants du PCF avec les dirigeants du Parti socialiste. Puis, ils abordèrent les questions de la démocratie à l'intérieur du PCF, des liens entre les dirigeants de l'Union soviétique social-impérialiste et de notre position par rapport à la Chine. Ils soulignèrent, devant la faillite du PCF, la nécessité de poursuivre le travail de reconstruction d'un véritable parti communiste, entrepris avec la création du PCMLF, par la réalisation de l'unité des marxistes-léninistes et le renforcement du parti pour avancer vers la révolution, et conclurent leurs interventions en appelant les travailleurs à s'unir et à lutter

pour leurs revendications économiques et politiques. Pour terminer l'émission, Claude Liria appelait enfin les militants et sympathisants du PCF à poursuivre la discussion avec nos mili-

tants et à lire notre presse pour mieux connaître nos positions.

(Vous pouvez nous téléphoner au 205 51 10 ou nous écrire à l'« Humanité rouge » BP 61 75861 Paris Cedex 18)

Demande de contact

- Parce que j'aspire à combattre fermement le capitalisme et refuse les fausses solutions des partis de gauche ;

- Parce que je désire participer à l'édification du parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

**Après l'assassinat
d'Aldo Moro**

Dès que l'autopsie du corps a été faite, Aldo Moro a été inhumé dans un petit village d'Italie. La famille de Moro a refusé la présence à l'enterrement de toute personnalité officielle, comme elle avait refusé les funérailles nationales. La famille rejette la responsabilité de la mort du président de la Démocratie chrétienne sur le pouvoir et les principaux partis politiques italiens.

La femme d'Aldo Moro a écrit dans une lettre « L'histoire jugera » et dans un communiqué s'adressant à la Démocratie chrétienne, le parti dont Moro était président, elle déclare : « Désormais la famille s'enferme dans le silence et réclame le silence », dénonçant toute utilisation politique de la mort de Moro.

Le gouvernement et les partis politiques italiens de la Démocratie chrétienne au PCI veulent mettre à profit

la mort de Moro pour réaliser l'union sacrée derrière eux et y associer les larges parties du peuple qui réprouvent l'action des Brigades rouges, leur mot d'ordre étant la défense du système actuel.

Ces mêmes dirigeants reconnaissent que d'autre part l'action des Brigades rouges ne laisse pas indifférents nombre de jeunes qui rejettent les partis de droite ou de gauche en Italie et leur politique et faute d'autres perspectives ne voient pas d'un mauvais œil le terrorisme. Il y a en Italie une crise économique et politique grave dont les jeunes ouvriers sont les principales victimes. Le PCI porte une lourde responsabilité dans l'apparition chez ces jeunes de la « tentation du terrorisme », tentation qui n'est que le revers de la médaille du révisionnisme du PCI.

**Les travailleurs
ripostent pied à pied**

(Suite de la page une)

Mercredi 10, ils ont envahi la maison de repos des vieux travailleurs de chez Boussac où se tenait la réunion des comités centraux du groupe. Le PDG, Petit, dut se réfugier dans un appartement devant la colère des manifestants. A la RATP, les travailleurs ont, malgré de grandes difficultés, engagé la lutte. A Renault-Flins, 130 ouvriers sont en grève illimitée. Citons encore Dehe, près de Dijon, Jacquet à Bezons, Cibié à Angers, etc.

La Fédération des PTT-CFDT a cru bon de mettre en garde la direction des PTT au cours d'une conférence de presse à propos de ce qu'elle appelle « une épreuve de force » qui se prépare. Depuis le début du mois de mars, 150 grèves locales ont été comptées dans les PTT. Pour la Fé-

dération, il s'agit de négocier au plus vite sur les revendications des postiers pour « détendre un climat de plus en plus explosif ».

Ainsi donc, la lutte est à l'ordre du jour et ceux qui la voient se dessiner dans les multiples conflits avec le plus de frayeur sont les directions syndicales. Ces luttes sont très difficiles. Souvent, elles exigent la coordination des travailleurs de plusieurs usines, comme chez Boussac, des dépôts de la RATP. Elle exige le soutien large de l'ensemble des travailleurs, le soutien financier en particulier. Toutes choses que les directions syndicales refusent de mettre en place. C'est aux travailleurs eux-mêmes de prendre en mains ces problèmes. Leurs luttes doivent leur appartenir.